

La Croatie se prépare à sa première présidence du Conseil de l'UE

[Osservatorio Balcani e Caucaso](#) | Propos recueillis par Giovanni Vale | lundi 30 décembre 2019

Ce 1er janvier, pour la première fois de son histoire, la Croatie va prendre la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne. Comment Zagreb se prépare-t-elle à son premier semestre de présidence ? Entretien avec Tena Prelec, chercheuse à la London School of Economics and Political science.

Traduit par Manon Rumiz



D.R.

Le 1er janvier, la Croatie assumera pour la première fois de son histoire la présidence du Conseil de l'Union européenne. Ce sera également l'occasion pour [le plus jeune membre de l'UE](#) de définir ses priorités en matière de politique étrangère et d'apporter sa contribution au renforcement de l'UE. Que veut donc et que pourra réaliser Zagreb au cours des six mois à venir ? Originaire de Rijeka, Tena Prelec a grandi à Trieste et habite aujourd'hui à Londres. Elle est chercheuse associée au département de Politique et Relations internationales de l'Université d'Oxford et à la London School of Economics and Political Science (LSE), doctorante à l'Université du Sussex. Elle est également membre du Balkans in Europe Policy Advisory Group (BiEPAG), un *think tank* de recherche politique sur l'Europe du Sud-Est.

Osservatorio Balcani e Caucaso (OBC) : La Croatie s'apprête à assumer pour la première fois la présidence du Conseil de l'UE. C'est une tâche considérée par beaucoup comme plus protocolaire que substantielle, mais le gouvernement croate semble la prendre très au sérieux...

Tena Prelec (T. P.) : C'est exact. La Croatie prend au sérieux l'organisation de sa présidence, tant et si bien que les commentaires qui arrivent de Bruxelles sont plutôt positifs. La Croatie a élargi son équipe de

représentation permanente à Bruxelles et il semble que cela soit vu positivement par la Commission européenne, en termes de capacité d'organisation comme d'indicateur des intentions de la Croatie, par rapport à d'autres présidences passées. Cependant, pour le moment, les objectifs annoncés officiellement sont très vastes, il est donc difficile de comprendre exactement ce qu'attend Zagreb des six prochains mois. Les quatre piliers qui ont été présentés sont « l'Europe qui grandit, relie, protège et qui est influente », mais ce ne sont que des slogans derrière lesquels on peut mettre tout et n'importe quoi.

OBC : Un des points probablement les plus importants pour le gouvernement croate sera la question de [l'élargissement européen aux pays des Balkans](#). Comment se positionne Zagreb ?

T. P. : L'élargissement est un point sur lequel la Croatie reste ambiguë depuis plusieurs années. Toutefois, avec cette présidence, le gouvernement croate semble avoir l'intention d'apporter son appui à l'adhésion des Balkans occidentaux à l'UE. À Bruxelles, on discute d'une réforme du processus d'élargissement et un sommet est prévu sur ce thème à Zagreb en mai 2020. Cela pourrait devenir un moment crucial pour le processus d'élargissement, même-si, je l'admets, cela ne serait pas la première fois que l'on évoque des « moments cruciaux » qui se révèlent finalement ne pas en être. Disons qu'après le [« non » français](#) à la Macédoine du nord et à l'Albanie, le sujet de l'élargissement est redevenu d'actualité. Le Sommet prévu de Zagreb pourrait être l'occasion pour la Croatie de se positionner comme leader dans la région et d'améliorer ses relations avec les pays voisins.

OBC : Pourquoi ce revirement de la Croatie ? D'où viendrait cette position « plus favorable » à l'élargissement ?

T. P. : Zagreb s'est toujours montrée frileuse sur ce point, essentiellement pour des raisons de politique intérieure. Il existe en Croatie beaucoup d'opinions différentes sur l'élargissement et ce thème n'est pas très cher à la droite, surtout pas à son noyau dur. De ce point de vue, rien ne change, mais il est probable que le gouvernement se soit rendu compte que cela peut être l'occasion de prétendre à un certain leadership européen. Cela dit, l'exécutif croate reste très vague à ce propos : il n'existe pas de documents officiels ou de prises de positions claires. Mais c'est un thème dont nous parlerons encore longtemps.

OBC : Quels pourraient être les résultats du semestre de présidence croate ?

T. P. : Nous ne pouvons espérer grand-chose de très concret en seulement six mois : l'UE est un mastodonte qui évolue lentement, il ne faut pas s'attendre à une révolution. Cependant, ce semestre est certainement une bonne occasion pour la Croatie d'avoir un rôle constructif et de mieux définir sa propre position sur certaines thématiques clés. Au-delà de l'élargissement, le Brexit par exemple. Si quelqu'un me demandait aujourd'hui quelle est l'opinion de la Croatie sur le Brexit, je ne saurais quoi répondre car ce n'est pas clair. Pour le moment la Croatie n'est pas très influente au sein de l'Union européenne et elle entretient d'assez mauvais rapports avec les états frontaliers. Voilà les choses sur lesquelles Zagreb doit encore travailler. Si, après six mois de travail, la Croatie améliore ses rapports avec ses voisins et acquiert une position plus claire et plus forte en Europe, ce sera un bilan positif.

OBC : Pour certains, l'attention que le gouvernement croate porte au semestre de présidence est due à la personnalité du Premier ministre, Andrej Plenković, un ancien eurodéputé plus intéressé par les affaires étrangères que par les affaires intérieures. Récemment, un analyste politique, Tomislav Klauški, m'a dit que « la Croatie [avait] un ministre des Affaires étrangères comme Premier ministre ». Qu'en pensez-vous ?

T. P. : Je comprends qu'une partie de la population croate puisse voir les choses ainsi. Andrej Plenković est effectivement plus à l'aise avec les questions internationales et quand les choses tournent mal à la maison, c'est ce terrain qu'il bat en retraite... C'est le domaine dans lequel il est le meilleur. Néanmoins, je ne dirais pas qu'il ne s'est pas préoccupé des affaires intérieures. Au contraire, il s'attache vraiment à contrôler la branche plus extrémiste de son parti, le HDZ et, pour cela, sa rhétorique a évolué au fil des années, devenant beaucoup plus dure.

OBC : Quel est le bilan d'Andrej Plenković avant de prendre la présidence tournante de l'UE ?

T. P. : En demi-teinte, je dirais. D'un côté, il a réussi à faire passer la convention d'Istanbul contre les violences faites aux femmes. Cela a clairement été une victoire d'obtenir un feu vert du Parlement malgré le [tollé suscité](#). D'un autre côté pourtant, on observe une stagnation voire une régression en termes de droits et de développement démocratique. Sur ces thèmes, le Premier ministre croate n'a pas réussi à imposer un nouveau cap. Nous avons notamment pu le voir à propos de la [liberté de la presse](#) [Plenković se limite à dire qu'il n'y a pas de problème, mais le service public est en très mauvais état, ndlr], mais également sur les thèmes liés à la société civile [Plenković a récemment ouvertement attaqué l'ONG Gong et a eu de sérieux désaccords avec la Commission européenne à propos de conflits d'intérêt, ndlr]. En bref, la nouvelle rhétorique conservatrice du Premier ministre croate n'aide pas à aller vers un assainissement de la situation au niveau des droits civils dans le pays.


OBC : Le semestre croate démarrera juste après l'élection présidentielle. Dans quelle mesure le résultat du vote serait susceptible d'influencer le semestre de présidence ?

T. P. : C'est difficile à dire, plusieurs scénarios sont possibles. La présidente sortante, Kolinda Grabar-Kitarović, est la candidate du HDZ. Si elle n'était pas réélue, ce serait aussi une défaite pour le Premier ministre, mais peut-être pas aussi grave qu'il ne l'imagine. Kolinda Grabar-Kitarović a énormément personnalisé la campagne électorale, son éventuelle défaite serait donc surtout un échec personnel. Par ailleurs, le Premier ministre et la présidente ont toujours eu des rapports ambivalents. Je pense que l'on peut dire qu'ils se supportent, ils ont peu d'affinités et cela s'est observé à de nombreuses reprises. Avec le social-démocrate Zoran Milanović comme président, les choses iraient-elles aussi mal ? Je pense que le Premier ministre pourrait trouver un terrain d'entente avec lui, en termes de méthode. En bref, je ne suis pas convaincue que le HDZ tournerait le dos à son Premier ministre en cas de défaite. Ce parti est construit sur une structure clientéliste, les vraies raisons du mariage de convenance entre la droite dure et Andrej Plenković se trouvent dans l'attribution d'emplois et de faveurs.

OBC : À propos de l'actuelle présidente, Kolinda Grabar-Kitarović, quel bilan pouvons nous tirer de son premier mandat ?

T. P. : Il ne faut pas oublier qu'il s'agit d'une femme ambitieuse, intelligente, qui a accompli beaucoup de choses au cours de sa carrière, dont des choses positives, je pense par exemple à son passage à l'Otan durant lequel elle s'est battue pour préserver la *Public diplomacy division* et a également aidé d'autres femmes à faire carrière. Personnellement, je suis déçue qu'elle ait mis de côté son expérience personnelle pour se consacrer uniquement à l'idéologie. Elle a renoncé aux électeurs du centre et de la gauche et ne s'adresse plus qu'à la droite et à l'extrême-droite. Elle a choisi de se polariser sur cet angle pour des raisons pragmatiques, je suppose. Elle a fait ses calculs en termes de popularité, mais c'est dommage. Les personnes qui l'ont connue de près s'en rappellent comme de quelqu'un de combattif et d'altruiste. En temps que citoyenne croate, je suis navrée qu'elle se soit abandonnée au populisme et à la droite la plus radicale.

Cet article a été publié avec le soutien de la Heinrich Böll Stiftung

 HEINRICH BÖLL STIFTUNG
PARIS
France